

À L'ASSAUT

Les lièvres, les courtisans

Une précampagne tardive, à quelques mois de la date butoir d'avril 2014, et l'expectative qui fige les positions des uns et des autres. Toute la classe politique est suspendue, en ce début d'année, à la décision de Bouteflika de briguer ou non un nouveau mandat après 15 années à la tête de la magistrature suprême, le plus long règne d'un président algérien.

Bien malin celui qui peut prédire de quoi sera fait l'après-avril 2014 tant le pouvoir en Algérie échappe aux schémas classiques d'analyse. Quelques candidats habitués à ces joutes électorales et des nouveaux sont déjà partants. De nouvelles têtes sont attendues. La carte politique est de prime abord coupée en deux : il y a ceux qui se réclament de l'opposition — ils sont beaucoup — le quartet ou coalition gouvernementale et les courtisans tout aussi nombreux. Mais il se trouve que les lignes de démarcation entre les «partis à disposition» non officiellement acquis au pouvoir sont ténues. Pourtant, le compte à rebours pour le renouvellement de l'instance dirigeante suprême a commencé sinon dans les faits, du moins dans l'état d'esprit dominant aussi bien chez les décideurs que dans l'opinion publique.

Et pour ne pas faillir à la tradition, chaque élection présidentielle s'inscrit dans un contexte spécifique. Dans le cas présent, il s'agit de l'hypothèse d'un 4^e mandat confrontée à l'incapacité physique (l'on parle même d'un autre type de séquelle) du premier prétendant.

Le boum des recettes financières générées par les hydrocarbures ces dernières années, qui attisent bien des convoitises, est une donnée qu'il faut prendre en compte. La course pour la présidentielle 2014 ne peut occulter cette donnée. Les acteurs de la scène politique ne l'ignorent pas.

Le pays pris en otage ?

Mais cette compétition électorale risque de prendre en otage un pays qui a besoin de bien plus que de discours aussi pompeux soient-ils. «Que ceux qui se portent candidats com-

prennent qu'il s'agit du sort d'un pays en danger à plusieurs niveaux», nous dit le professeur Zoubir Arous de l'université de Bouzaréah. Pour lui, «il règne un climat désolant autour du scrutin présidentiel qui porte plus sur la critique du président actuel, sur sa personne que sur un projet politique. C'est tout à fait improductif d'autant plus que ce type de discours porte atteinte à la crédibilité de la fonction de président de la République et la dévalorise». Visiblement, nous ne sommes pas encore entrés dans la confrontation des programmes des uns et des autres.

Pour certains partis, le programme électoral est en cours d'élaboration tandis que pour d'autres, notamment les indépendants, il s'agit beaucoup plus d'une somme d'idées et de lignes politiques générales. Bien évidemment, les anciens partis peuvent se targuer de ne pas accuser ce déficit, mais les principaux, en l'occurrence le FLN et le RND, en crise ne voient pas le bout du tunnel.

Acquis au pouvoir sans aucune condition, le MPA de Amara Benyouènes et TAJ de Amar Ghoul rivalisent de zèle quant à leur fidélité au programme du président. Cette allégerance qui défie la pudeur contraste toutefois avec une réalité économique et sociale morose. Le décollage qui ferait de l'Algérie un pays émergent et qui rejoindrait les BRICS n'est pas pour demain. Qui des politiques s'en s'offusquent ? Les mises en garde répétées, parfois pathétiques restent sans écho.

En attendant le déclic salutaire ?

Cette panne d'imagination est ainsi fort préjudiciable à une population majoritairement jeune et pleine de

fougue et aux redoutables défis que représentent le logement, le chômage et l'indigence d'un enseignement qui n'arrive pas à sortir de l'ornière de la médiocrité, situation qui va en s'aggravant avec l'explosion démographique dans les campus.

Réalité nouvelle, le chômage des diplômés de l'université se greffe sur celui des autres catégories de jeunes sans formation. La crise de l'emploi se pose dans toute son ampleur provoquant des tensions sociales récurrentes. En effet, 50 000 jeunes diplômés arrivent sur le marché de l'emploi chaque année et ne trouvent pas de débouchés.

Le taux de chômage de 12% de la population active frappe de plein fouet la jeunesse (70%). Cela s'explique par une pyramide des âges où prédominent les moins de 20 ans (taux de natalité à 20%) et sa conséquence logique la pression sur le logement que nous connaissons car étant à moyen terme demandeurs. Et nous serons 42 millions en 2020 dans une dynamique d'urbanisation accélérée qui atteint 60% du territoire.

Il apparaît donc, compte tenu des politiques de logement suivies jusque-là, 2 millions de logements à réaliser par an, c'est vraisemblablement une gageure.

Dos au mur, le gouvernement se contente de gérer une pression sur le logement avec la même démarche qui prévaut depuis des décennies à défaut de proposer une rupture dans l'occupation de l'espace et donc des terres agricoles en grave diminution d'où l'insoutenable facture alimentaire en nette progression.

Malgré une politique volontariste et des investissements massifs, les céréales avec 128,8% (semoule et farine) sont en augmentation continue pour atteindre 278,42 millions de dollars. Quant aux produits laitiers très sensibles, compte tenu de notre modèle de consommation les achats ont également enregistré une hausse de 1,89% et cela représente 111,66 millions de dollars toujours selon le CNIS. En conséquence, la démarche

Une enquête de Brahim Taouchichet

des gouvernements successifs s'apparente beaucoup plus au souci d'acheter la paix sociale à n'importe quel prix. Si l'on assure que les équilibres macroéconomiques se portent plutôt bien, il n'en demeure pas moins que le recours sans retenue à la rente pétrolière crée une pression accentuée sur la production des hydrocarbures d'où le recours à leur surexploitation, une façon de faire que dénoncent nombre de spécialistes et d'acteurs de la scène politique. En effet, indexer la paix sociale à la pompe pétrolière comporte des risques que signale déjà un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les perspectives économiques de l'Algérie jugées modestes par rapport aux attentes en développement économique et sociale et la compétitivité espérée de son outil de production.

Les données économiques pour l'année 2013 incitent à plus de prudence en matières de dépenses et donc de gestion des revenus pétroliers afin de parer à un choc né d'une dépression dans les pays qui sont la locomotive de l'économie mondiale. Après une période faste, les premiers signes d'un essoufflement de nos exportations de pétrole et de gaz affichent une baisse du volume des ventes tandis que le prix du baril n'est pas épargné par les fluctuations du marché mondial.

«Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse», dit un adage. Voici donc planté le décor de la présidentielle de 2014 dans lequel il faudra introduire d'autres pressions encore plus dangereuses relatives aux tensions à nos frontières — toutes nos frontières. Les dépenses en ressources humaines et matérielles sont énormes et nous entraînent dans un engrenage duquel on n'est pas prêts d'en sortir.

Selon certaines sources, depuis mai 2013, 80 points de contrôle ont été installés sur les 956 kilomètres de

ALGÉRIE 2014

Président, quel profil ?

Rachid Grim, politologue

En premier lieu, il devra s'agir d'un fidèle parmi les fidèles, ayant fait ses preuves au service de l'actuel président et du clan qu'il dirige. Il devra être «jeune» (autour de la soixantaine) et en bonne santé pour pouvoir rester en poste pendant un quinquennat. Il ne devra pas avoir d'ennemis irréductibles au sein du Clan et des autres composantes du pouvoir — armée et services. Il ne devra pas être directement ou indirectement impliqué dans des affaires de corruption. Et il devra être «populaire» et «apprécié» par une majorité de citoyens



Soufiane Djilali, candidat, président de Jil Jadid

J'ai l'intime conviction que j'ai des choses à offrir à mon pays. Pour agir, il faut avoir un instrument, soit un parti politique. Il faut avoir des cadres autour de soi, c'est ce que j'essaie de faire en formant. Il faut médiatiser son message : je m'astreins à faire ce travail même s'il m'en coûte.

